

Questions orales

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la question est de savoir si le premier ministre réussira à faire ce qu'il veut même si tous les Canadiens s'opposent à cette taxe.

• (1120)

Je veux savoir si le vice-premier ministre pense que la taxe sur les produits et services est une bonne chose pour notre pays. Prendra-t-il immédiatement des mesures pour que nous ayons un Sénat élu afin de voir si les Canadiens éliront des sénateurs qui appuient la TPS?

[Français]

Monsieur le Président, je demande au vice-premier ministre si lui et son gouvernement amenderont tout de suite la Constitution afin d'avoir un Sénat élu et pour voir si le peuple canadien élira un Sénat qui appuiera la TPS. Et c'est évident que la réponse sera non: non à la TPS, et non à ce gouvernement!

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je trouve cela scandaleux et honteux qu'un parlementaire aussi distingué qui siège à la Chambre des communes depuis très longtemps accepte que la Chambre des communes du Canada renonce à sa suprématie en faveur du Sénat.

Une voix: C'est ce qu'il a laissé entendre.

M. Mazankowski: C'est exactement ce qu'il a dit. Il dit que nous devrions peut-être avoir un Sénat élu. Sa proposition mérite d'être étudiée, même si c'est la première fois que je l'entends dire cela depuis son arrivée au Parlement il y a 30 ans.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances.

La plupart des Canadiens pensent que le ministre essaie de forcer le Parlement à adopter sa taxe sur les produits et services avant le 1^{er} janvier 1991 parce qu'il espère que les Canadiens auront oublié avant les prochaines élections.

Nous avons perdu des dizaines de milliers d'emplois depuis l'an dernier, des centaines de milliers de sociétés sont acculées à la faillite et le ministre admet lui-même que nous sommes en récession. Dans ces conditions,

peut-il expliquer à la Chambre pourquoi il insiste pour imposer cette nouvelle taxe très lourde et inflationniste aux contribuables à un moment où l'économie bat déjà de l'aile?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je rappelle à mon collègue, à propos de l'autre chambre, que si le premier ministre a agi comme il l'a fait, ce n'est pas parce qu'un seul projet de loi est en difficulté. Il y a le projet de loi C-21 sur l'assurance-chômage, le projet de loi C-28 sur l'impôt sur le revenu et le projet de loi sur la taxe sur les produits et services.

Ce sont ces projets de loi qu'il faut faire adopter afin de maintenir la santé financière du gouvernement. Nous n'allons pas tolérer que l'intégrité des finances de l'État soit minée par un homme dont le passage au ministère des Finances s'est soldé par un échec.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, les Canadiens trouveront curieux d'entendre un ministre des Finances que les gens ne croient plus, et un gouvernement généralement détesté, défendre une taxe universellement rejetée et plaider la cause de la démocratie.

Je voudrais demander au ministre de nous parler de cette taxe, la TPS. Il a admis que les chiffres de son budget étaient erronés en février dernier. Il a admis qu'il s'était trompé au sujet de l'inflation. Il a reconnu avoir commis des erreurs dans ses prévisions de l'inflation, des recettes et du déficit.

Admettra-t-il maintenant qu'il s'est trompé en demandant aux familles canadiennes de payer 6 milliards de dollars de plus à un moment où l'économie est en récession?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce chiffre de 6 milliards de dollars est une déformation délibérée des faits. Ce chiffre est faux et le député le sait parfaitement.

Le député veut savoir pourquoi nous sommes pressés de faire adopter le projet de loi. Cette mesure législative bénéficie d'un large appui parmi les organisations internationales, qui disent qu'elle est très importante pour stabiliser la position financière du gouvernement du Canada.

J'ai déjà expliqué de diverses façons comment cette mesure va accroître la stabilité de notre position financière. Je suis stupéfait de voir cet homme critiquer le gouvernement parce que notre déficit va légèrement augmenter cette année, alors que depuis trois ans, il est demeuré en deça de nos prévisions.